

# La campagne BDS : un impératif moral qui ne peut pas échouer

18.03.2016

Categories: BDS-Arguments

Ramzi Baroud, jeudi 17 mars 2016 (*article repris du [site info-palestine.net](http://site.info-palestine.net), qui en a assuré la traduction en français*)

Les rafales de condamnations du boycott d'Israël semble être tombées dans l'oreille d'un sourd. Les appels des gouvernements occidentaux, du Royaume-Uni, des États-Unis, du Canada et d'autres, pour criminaliser le boycott d'Israël, ont à peine ralenti l'élan de la campagne pro-palestinienne pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS). Au contraire, ce mouvement s'est accéléré.

C'est comme si l'histoire se répétait. Les gouvernements occidentaux s'en étaient pris jadis à ceux qui soutenaient le mouvement sud-africain anti-apartheid, le combattant à chaque occasion et stigmatisant ses dirigeants. Nelson Mandela et beaucoup de ses camarades étaient alors qualifiés de terroristes.

Après le décès de Mandela en 2013, les politiciens américains les plus en vus n'ont pas manqué pour l'occasion dans leurs nombreuses conférences de presse, d'énumérer les grandes qualités du défunt dirigeant africain, parlant de son engagement pour la justice et les droits humains. Cependant, le nom de Mandela [était resté sur la liste de surveillance du terrorisme](#) des États-Unis jusqu'en 2008.

L'administration Reagan elle-même traitait le Congrès National Africain (ANC) - la plate-forme principale pour la lutte anti-apartheid - de groupe terroriste. La stratégie de l'ANC contre le gouvernement de l'apartheid était de « la terreur calculée », selon l'administration américaine en 1986.

De nombreux Sud-Africains vous diront que la lutte pour l'égalité est loin d'être terminée, et que la lutte contre l'apartheid institutionnel a été remplacée par des questions aussi urgentes, la corruption, l'économie néolibérale, et la répartition très inégalitaire des richesses n'étant que quelques-uns des actuels défis.

Mais à part ceux qui s'en tiennent toujours à leur fantasme répugnant de supériorité raciale, la grande majorité de l'humanité évoque avec dégoût l'ère du système d'apartheid de l'Afrique du Sud.

L'expérience en Afrique du Sud, encore fraîche dans la mémoire de la plupart des gens, sert maintenant comme cadre de référence dans la lutte contre l'apartheid israélien en Palestine, là où les juifs sont considérés comme une race privilégiée, et où les musulmans et les chrétiens palestiniens sont maltraités, opprimés et vivent sous occupation.

Alors que le racisme fait malheureusement partie de la réalité et est pratiqué, observé et dénoncé dans de

nombreuses régions du monde, le racisme institutionnalisé par des mesures gouvernementales très réfléchies n'est pratiqué - au moins ouvertement - que dans quelques pays à travers le monde, la [Birmanie](#) étant l'un d'entre eux.

Cependant, aucun pays n'est aussi catégorique et disposé que le gouvernement israélien pour produire des [lois à caractère raciste et des règlements pour l'apartheid](#). Presque chaque mesure votée par la [Knesset](#) israélienne qui se rapporte aux arabes est influencée par cet état d'esprit : les Palestiniens doivent rester inférieurs, et les juifs doivent assurer leur supériorité à tout prix.

Les résultats de la chimère raciste israélienne ont été énormément de violence, une inégalité flagrante, des murs massifs, des fossés, des routes réservées aux juifs, une occupation militaire et même des lois qui proscrivent le simple questionnement de ces pratiques.

Pourtant, plus Israël est dans l'incapacité de réprimer la résistance palestinienne et de ralentir le flux de la solidarité du reste du monde avec le peuple opprimé, plus il s'active à assurer sa domination et à développer la ségrégation raciale.

« Le monde entier est contre nous », est une [justification assez courante](#) en Israël même, face à la réaction internationale devant les pratiques d'apartheid. Avec le temps, cela devient une prophétie qui finit par se réaliser elle-même et se nourrit de notions du passé qui ne sont plus applicables. Peu importe combien de sociétés se désinvestissent d'Israël - la dernière [étant G4S](#), la plus importante société de sécurité dans le monde - et, peu importe combien d'universités et d'églises votent pour le boycott d'Israël... la société israélienne reste retranchée derrière les slogans et son sens déconcertant de victimisation.

Beaucoup d'Israéliens pensent que leur pays est une « villa dans la jungle » - une notion constamment reprise par les principaux dirigeants israéliens. Le Premier ministre d'extrême-droite, Benjamin Netanyahu, joue volontairement sur le registre de la peur dans sa propre société. Incapable de la moindre conscience des crimes indubitables qu'il a commis contre les Palestiniens depuis des années, il continue à propager le mythe de la pureté d'Israël et de la méchanceté du reste du monde.

En février, il a parlé de la nécessité de créer encore plus de clôtures pour garder sûre sa « villa dans la jungle » et, a-t-il dit : « pour nous défendre [contre les bêtes sauvages](#) » dans les pays voisins. La déclaration a été faite quelques semaines seulement avant le lancement de la Semaine annuelle contre l'apartheid israélien dans de nombreuses villes à travers le monde. C'est comme si le dirigeant israélien voulait à tout prix [contribuer à la campagne mondiale](#) qui, avec succès, dénonce Israël comme État d'apartheid qui doit être boycotté.

Bien sûr, Israël n'a rien d'une « villa dans la jungle ». Depuis sa création sur les ruines laissées par la destruction et l'occupation de la Palestine, il a infligé une violence inouïe, a provoqué des guerres et a cruellement répondu à toute forme de résistance conduite par ses victimes.

De la même façon que Mandela avait été désigné comme « terroriste » aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la résistance palestinienne et ses dirigeants sont également stigmatisés, niés, emprisonnés. Les assassinats ciblés par Israël - soit des centaines de victimes palestiniennes ces dernières années - ont été souvent applaudis par les États-Unis et d'autres gouvernements pro-israéliens comme autant de victoires dans leur « guerre contre le terrorisme ».

Conforté par l'idée que les États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux sont de leur côté, la plupart des Israéliens n'ont aucun complexe à faire l'apologie du racisme et à appeler à plus de violence contre les Palestiniens. Selon une récente enquête menée par le [Pew Research Center](#) et publiée le 08 mars dernier, près de la moitié de la population juive d'Israël veut l'expulsion des Palestiniens à l'extérieur de leur patrie historique.

L'étude qui a été menée entre octobre 2014 et mai 2015 - quelques mois avant que ne commence l'Intifada actuelle en octobre 2015 - est vue comme une première dans ce genre enquête d'opinion, puisque plus de 5600 adultes israéliens ont été interrogés en vis-à-vis et que des myriades de questions ont été abordées, dont la religion et la politique. 48% des juifs israéliens veulent l'expulsion des arabes israéliens... De plus, le nombre de ceux qui se définissent comme « religieux » est beaucoup plus élevé : 71%.

Quelles options sont alors laissées aux les Palestiniens, qui ont été les victimes de la « purification ethnique » imposée à leur propre patrie historique depuis 68 ans ? Quand ils sont décrits et traités comme des « bêtes », massacrés à volonté et courbés sous un système écrasant d'apartheid et de discrimination raciale ?

La [campagne BDS](#) a, jusqu'ici, été la stratégie et la tactique les plus efficaces pour soutenir la résistance et la résilience palestinienne, et dans le même temps, pour tenir Israël responsable de ses politiques de renforcement de l'apartheid. L'objectif principal qui sous-tend la campagne BDS - portée par un mouvement entièrement non-violent et défendu par la société civile à l'échelle mondiale - n'est pas punir les Israéliens ordinaires, mais d'éveiller les consciences à travers le monde aux souffrances des Palestiniens, et ainsi établir un seuil moral qui doit être franchi si une paix juste doit être trouvée.

Ce seuil moral a déjà été établi dans la relation entre les Palestiniens et les Sud-Africains quand Mandela a lui-même déclaré : « Nous savons tous trop bien que notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens. »

Il ne cherchait pas à être cordiale ou diplomatique. Chacun de ses mots était pesé. Et, aujourd'hui, beaucoup à travers le monde font le même rapprochement et sont de tout cœur en accord avec lui.

\* **Dr Ramzy Baroud** écrit sur le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans. Il est chroniqueur international, consultant en médias, auteur de plusieurs livres et le fondateur de [PalestineChronicle.com](http://PalestineChronicle.com). Son dernier livre, *Résistant en Palestine - Une histoire vraie de Gaza* (version française), peut être commandé à [Demi-Lune](http://Demi-Lune). Son livre, *La deuxième Intifada* (version française) est disponible sur [Scribest.fr](http://Scribest.fr). Son site personnel : <http://www.ramzybaroud.net>